

Rapport financier

Premier trimestre
clos le 31 mars 2014

1	RAPPORT D'ACTIVITE (NON AUDITE)	PAGE 2
2	COMPTES CONSOLIDES	PAGE 15
3	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	PAGE 36

1. Rapport d'activité

Le Conseil d'Administration de Lafarge, réuni le 5 mai 2014 sous la Présidence de Bruno Lafont, a approuvé les comptes au 31 mars 2014. L'examen limité des comptes trimestriels consolidés condensés de Lafarge par les commissaires aux comptes a fait l'objet d'un rapport figurant dans le Rapport financier pour le premier trimestre clos au 31 mars 2014.

Le rapport d'activité du premier trimestre doit être lu en liaison avec les comptes consolidés trimestriels et le Document de Référence de la société pour l'exercice 2013 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 2 avril 2014 sous le numéro D.14-0275. Lafarge exerce ses activités dans un environnement dont l'évolution l'expose à des facteurs de risques et incertitudes qui viennent s'ajouter aux facteurs de risques liés à l'exercice de ses métiers. Une description détaillée de ces facteurs de risques et incertitudes figure au chapitre 5 « Risques et contrôle » du Document de Référence. La matérialisation des risques pourrait avoir un effet négatif sur nos activités, notre situation financière, nos résultats, nos perspectives ou le cours de l'action, notamment durant les neuf mois restants de l'exercice. Il peut exister d'autres risques qui n'ont pour l'instant pas été identifiés ou dont la survenance n'est pas considérée comme pouvant avoir de tels effets négatifs à ce jour.

Dans les présents états financiers et dans nos communications aux actionnaires et aux investisseurs, l'expression « résultat d'exploitation courant » fait référence au sous-total « résultat courant avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres » dans le compte de résultat consolidé. Ce sous-total exclut donc du résultat d'exploitation les éléments dont le montant et/ou la fréquence sont par nature imprévisibles, telles que les plus-values de cession, les pertes de valeur d'actifs et les charges de restructuration. Même si ces éléments ont été constatés lors d'exercices précédents et qu'ils peuvent l'être à nouveau lors des exercices à venir, les montants constatés historiquement ne sont pas représentatifs de la nature et/ou du montant de ces éventuels éléments à venir. Le Groupe estime donc que le sous-total « résultat d'exploitation courant » présenté de manière distincte dans le compte de résultat, facilite la compréhension de la performance opérationnelle courante, permet aux utilisateurs des états financiers de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats et d'identifier plus facilement les tendances de la performance financière du Groupe. Par ailleurs, le « résultat d'exploitation courant » est une composante majeure du principal indicateur de rentabilité du Groupe, le retour sur capitaux employés. Ce ratio résulte de la somme du « résultat d'exploitation avant plus-values de cession, pertes de valeur sur actifs, restructuration et autres », et du résultat des sociétés mises en équivalence, rapportée à la moyenne des capitaux employés. Le Groupe utilise cet agrégat en interne pour : a) gérer et évaluer les résultats de ses activités et lignes de produits, b) prendre des décisions d'investissement et d'allocation des ressources, et c) évaluer la performance du personnel d'encadrement. Compte tenu des limites liées à l'utilisation de cet agrégat, exposées ci-après, le Groupe restreint l'utilisation de cet agrégat à ces objectifs.

Ce sous-total présenté de manière distincte du résultat d'exploitation n'est pas nécessairement comparable aux indicateurs de même intitulé utilisés par d'autres Groupes. En aucun cas, il ne saurait être considéré comme équivalent au résultat d'exploitation du fait que les plus-values de cession, les pertes sur actifs, les restructurations et autres ont un impact sur notre résultat d'exploitation et notre trésorerie. Ainsi, le Groupe présente aussi, dans le compte de résultat consolidé, le résultat d'exploitation qui comprend l'ensemble des éléments ayant un impact sur le résultat opérationnel du Groupe et sur sa trésorerie.

Le résultat brut d'exploitation (ou « EBITDA ») est défini comme le résultat d'exploitation courant avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels. Cet indicateur financier est une mesure non comptable.

Les montants sont généralement exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire. Les variations sur base comparable sont calculées à périmètre et taux de change constant, sauf indication contraire.

Afin d'avoir une information comparable et en accord avec les IFRS, les données 2013 ont été retraitées pour refléter l'impact du nouveau standard IFRS 11 sur les accords de co-entreprises, applicable à compter du 1^{er} janvier 2014.

Ce document contient des déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Elles portent notamment sur des plans, initiatives, événements, produits, solutions et services, leur développement et potentiel. Bien que Lafarge estime que ces déclarations prospectives reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent document, les investisseurs sont alertés sur le fait qu'elles ne constituent pas des garanties quant à la performance future. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle de Lafarge, et notamment les risques décrits dans le Document de Référence de Lafarge disponible sur son site Internet (www.lafarge.com) et les incertitudes liées aux conditions de marché et à la mise en œuvre de nos plans. Aucune information contenue dans ce document n'est ou ne doit être interprétée comme une promesse ou une garantie quant à la performance future de Lafarge. En conséquence, toute précaution doit être prise dans l'utilisation de ces déclarations prospectives. Lafarge ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces déclarations prospectives.

Des informations plus complètes sur Lafarge peuvent être obtenues sur son site Internet (www.lafarge.com), notamment à la page « Information réglementée ».

Ce document ne constitue ni une offre d'achat ou d'échange, ni une sollicitation d'une offre pour la vente ou l'échange de titres Lafarge.

1.1 Chiffres clés consolidés

Synthèse des chiffres clés

	1 ^{er} Trimestre		Variation	Variation sur base comparable ⁽⁴⁾
	2014	2013		
Volumes				
Ciment (MT)	25,9	23,9	8 %	11 %
Granulats (MT)	26,9	26,4	2 %	4 %
Béton prêt-à-l'emploi (Mm3)	5,7	5,8	-	-1 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	2 633	2 675	-2 %	9 %
EBITDA (millions d'euros)	343	342	-	21 %
Marge brute d'exploitation (EBITDA en pourcentage du chiffre d'affaires)	13,0 %	12,8 %	20pb	130pb
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	146	128	14 %	69 %
Résultat net, part du Groupe ⁽¹⁾	(135)	(117)	na	
Résultat net par action (euros) ⁽²⁾	(0,47)	(0,41)	na	
Cash Flow Libre ⁽³⁾	(123)	(265)	54 %	
Endettement net	9 951	11 204	-11 %	

na : non applicable

(1) Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

(2) Sur la base d'un nombre moyen d'actions en circulation de 287,4 millions pour le premier trimestre 2014 et de 287,1 millions pour le premier trimestre 2013

(3) Défini comme les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies après déduction des investissements de maintien

(4) A périmètre et taux de change constants, et en excluant le gain non-récurrent de 20 millions d'euros enregistré au premier trimestre 2013 sur l'Amérique du Nord.

Chiffre d'affaires par zone géographique et par activité

En millions d'euros	1 ^{er} Trimestre		Variation	Effet des variations de périmètre	Effets des variations de change	Variation à périmètre et taux de change constants
	2014	2013				
Par zone géographique						
Amérique du Nord	376	435	-14 %	-3 %	-10 %	-1 %
Europe occidentale	503	479	5 %	-	-	5 %
Europe centrale et de l'Est	173	148	17 %	-6 %	-7 %	30 %
Moyen-Orient et Afrique	893	838	7 %	-	-6 %	13 %
Amérique Latine	173	218	-21 %	-17 %	-18 %	14 %
Asie	515	557	-8 %	-	-13 %	5 %
Par activité						
Ciment	1 854	1 862	-	-3 %	-8 %	11 %
Granulats et Béton	769	802	-4 %	-1 %	-7 %	4 %
Holdings et autres	10	11				
TOTAL	2 633	2 675	-1,6 %	-2,1 %	-8,1 %	8,6 %

EBITDA par zone géographique et par activité

En millions d'euros	1 ^{er} Trimestre		Variation	Effet des variations de périmètre	Effet des variations de change	Impact des éléments non récurrents ⁽¹⁾	Variation sur base comparable ⁽¹⁾
	2014	2013					
Par zone géographique							
Amérique du Nord	(62)	(13)	na	na	na	na	na
Europe occidentale	39	7	na	na	na	-	na
Europe centrale et de l'Est	(17)	(35)	na	na	na	-	na
Moyen-Orient et Afrique	250	217	15 %	-	-6 %	-	21 %
Amérique Latine	38	51	-25 %	-29 %	-16 %	-	20 %
Asie	95	115	-17 %	-	-13 %	-	-4 %
Par ligne de produits							
Ciment	364	369	-1 %	-3 %	-10 %	-3 %	15 %
Granulats et Béton	(19)	(23)	17 %	9 %	10 %	-24 %	22 %
Holdings et autres	(2)	(4)					
TOTAL	343	342	-	-3 %	-10 %	-8 %	21 %

(1) A périmètre et taux de change constants, et en excluant le gain non-récurrent de 20 millions d'euros enregistré au premier trimestre 2013 sur l'Amérique du Nord.
na: non applicable

1.2. Analyse des résultats

L'analyse par pays de l'évolution de nos volumes et de nos ventes, sauf indication contraire, concerne les volumes domestiques et le chiffre d'affaires provenant du marché géographique concerné et réalisé sur ce marché, et ne tient donc pas compte des ventes et des volumes à l'exportation.

Soulignons que, historiquement, le premier trimestre représente la part la plus faible de notre chiffre d'affaires annuel, et une part encore plus faible de nos résultats en raison du caractère saisonnier de notre activité dans l'hémisphère nord. Les niveaux d'activité sont susceptibles de varier fortement d'une année à l'autre en raison des conditions climatiques.

Faits marquants du Groupe pour le premier trimestre 2014

- Les ventes de ciment ont progressé de 11 % en volume sur le premier trimestre, soutenus par le dynamisme des marchés émergents et une croissance dans la plupart des marchés européens. Comme anticipé, les variations de change défavorables ont continué à peser sur le chiffre d'affaires et l'EBITDA, avec un impact de -8 % (-195 millions d'euros) et de -10 % (-29 millions d'euros), respectivement.
- Sur base comparable, l'EBITDA est en hausse de 21 % et la marge d'EBITDA de 130 points de base, avec une performance particulièrement bonne au Moyen Orient Afrique. La performance opérationnelle solide est le résultat conjugué de la progression des volumes et des actions de réduction des coûts et d'innovation. Nos prix ont continué à augmenter en réponse à l'inflation des coûts.
- Les mesures de réduction des coûts et d'innovation ont généré respectivement 80¹ millions d'euros et 45¹ millions d'euros sur le trimestre, en ligne avec notre objectif de 600 millions d'euros sur l'année.
- Le résultat net du 1^{er} trimestre 2013 comprenait des plus-values de cession de 45 millions d'euros. En excluant cet élément, le résultat net du 1^{er} trimestre 2014 est en hausse d'environ 30 millions d'euros, soutenu par l'amélioration du résultat d'exploitation courant.
- A fin mars, la dette nette est en baisse de 1,3 milliard d'euros par rapport au 1^{er} trimestre 2013, grâce à des cash-flows plus élevés et aux actions de désendettement mises en œuvre par le Groupe. Notre cash-flow libre est en hausse de 54 %, reflétant nos efforts de réduction de coûts, d'optimisation de notre besoin en fonds de roulement et de la maîtrise de nos investissements.

¹ EBITDA avant application de la norme IFRS 11 sur les joint-ventures. Après application de cette norme, ces mesures ont contribué à l'augmentation de l'EBITDA de 110 millions euros (70 millions euros de réduction de coûts et 40 millions euros liés aux actions en matière d'innovation).

Evolution du Chiffre d'affaires et de l'EBITDA

Le premier trimestre a été marqué par une forte augmentation des volumes vendus dans toutes les régions à l'exception de l'Amérique du Nord, qui a été pénalisée par des conditions météorologiques défavorables. À périmètre constant, les volumes de ciment sont en hausse de 11 % sur le trimestre, soutenus notamment par nos actions d'innovation, par le dynamisme du marché dans la région Moyen-Orient et Afrique, par un environnement plus favorable dans la plupart des pays européens et par la mise en service de notre nouvelle cimenterie au Rajasthan (Inde). Les conditions météorologiques ont été contrastées dans les différents pays où nous sommes présents. La plupart des pays d'Europe centrale et de l'Est ont bénéficié de conditions plus clémentes tandis que l'Amérique du Nord et la Russie ont connu un hiver très rigoureux. D'autres régions, telles que l'ouest de la France ou l'Afrique du Sud, ont été pénalisées par des précipitations importantes. Les tendances sous-jacentes du marché en Amérique du Nord sont toutefois solides, et un phénomène de rattrapage en mars aux États-Unis a pu être observé avec l'amélioration des conditions météorologiques. À périmètre constant, les volumes de granulats se sont inscrits en hausse de 4 % tandis que les volumes de béton prêt à l'emploi ont reculé de 1 % au cours du trimestre. De fait, l'activité a été soutenue par des tendances positives et par le lancement de grands projets en Pologne, au Brésil ou en Algérie, ainsi que par une base de comparaison favorable et des projets routiers en France pour les granulats. Toutefois, ces lignes de produits présentent une exposition plus grande à l'Amérique du Nord et elles ont donc été davantage affectées par les rigueurs climatiques qui ont touché cette région.

Le chiffre d'affaires consolidé, à 2 633 millions d'euros au premier trimestre 2014, s'est contracté de 2 % par rapport à l'année passée. Les variations de périmètre ont eu un impact net négatif de -2,1 % sur le chiffre d'affaires (soit -55 millions d'euros), ce qui traduit principalement la cession de nos activités cimentières au Honduras et en Ukraine, l'effet de la déconsolidation de nos activités au Mexique après la formation d'une joint-venture avec Elementia, et la cession d'actifs granulats aux États-Unis. Les variations de change ont eu un impact défavorable (-8,1 % sur le trimestre, soit -195 millions d'euros), reflétant principalement l'appréciation de l'euro par rapport au dollar canadien, au rand sud-africain, au real brésilien et à différentes devises asiatiques, notamment la roupie indienne.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 9 %, sous l'effet conjugué de l'augmentation des volumes et des hausses de prix mises en œuvre dans l'ensemble de nos lignes de produits en réponse à l'inflation des coûts.

L'EBITDA du premier trimestre a également subi un impact négatif lié aux variations de change (-10 %, soit -29 millions d'euros) et aux variations de périmètre (-3% ou -10 millions d'euros) et se compare à un EBITDA au premier trimestre 2013 qui incluait un gain exceptionnel (gain non récurrent de 20 millions d'euros, lié à la décision du management de revoir le système des régimes de retraites en Amérique du Nord). Sur base comparable, l'EBITDA est en hausse de 21 %, soutenu par de bonnes tendances sur les volumes, les réductions des coûts, les mesures d'innovation, et ce malgré l'impact négatif de 34 millions d'euros du déstockage lié à la poursuite du processus d'optimisation de nos stocks. Les prix du ciment sont en hausse de 2 % par rapport au premier trimestre 2013, et de 1,5 % par rapport au quatrième trimestre 2013, en réponse à l'inflation des coûts.

Analyse des résultats par région**Amérique du Nord**

	1 ^{er} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2014	2013		
Volumes				
Ciment (MT)	1,5	1,5	-	-
Granulats (MT)	10,3	12,1	-15 %	-7 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	0,8	1,0	-13 %	-12 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	376	435	-14 %	-1 %
EBITDA (millions d'euros)	(62)	(13)	na	na
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)	na	na		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	(94)	(51)	na	na

Les tendances de marché sont solides dans cette région, soutenues par l'amélioration observée dans le secteur résidentiel aux États-Unis et la bonne orientation de l'économie dans l'ouest du Canada. Toutefois, le premier trimestre 2014 a été particulièrement pénalisé par des conditions météorologiques défavorables aux États-Unis dans les régions où nous sommes présents ainsi que dans l'est du Canada.

Le chiffre d'affaires ressort en baisse de 14 % par rapport au premier trimestre 2013, traduisant l'impact particulièrement défavorable des variations de change. La dépréciation du dollar canadien et du dollar US par rapport à l'euro a eu un impact négatif de 10 % sur le chiffre d'affaires, tandis que la cession d'actifs granulats a réduit le chiffre d'affaires de 3 %.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'inscrit en léger repli de 1 %, les effets des hausses de prix mises en œuvre progressivement dans l'ensemble des lignes de produits se trouvant annulés par des effets de mix géographique défavorables au premier trimestre, ainsi que par la baisse globale des volumes.

- **Aux États-Unis**, le secteur de la construction a subi l'impact des conditions météorologiques particulièrement défavorables dans le nord-est au cours des deux premiers mois du trimestre. Sur une base comparable, les volumes vendus de granulats et de béton prêt à l'emploi ont diminué de respectivement 13 % et 15 % par rapport au premier trimestre 2013, tandis que les volumes vendus de ciment sont restés globalement stables grâce un effet de rattrapage important observé en mars.
- **Au Canada**, les hausses des prix ont compensé la légère diminution des volumes enregistrée dans l'ensemble des lignes de produits sous l'effet de mauvaises conditions météorologiques.

L'EBITDA a été affecté par la baisse des volumes et des coûts logistiques accrus en raison d'un hiver extrêmement froid (lacs gelés) et par l'impact d'un effet de déstockage de 16 millions d'euros. De plus, le premier trimestre 2013 avait été soutenu par un gain non-récurrent de 20 millions d'euros sur certains plans de retraite. Les prix ont progressivement fait l'objet de hausses en réponse à l'inflation des coûts, bien que l'impact de ces augmentations sur l'EBITDA ait été limité en raison d'effets de mix régional défavorables.

Europe occidentale

	1 ^{er} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2014	2013		
Volumes				
Ciment (MT)	2,6	2,4	7 %	7 %
Granulats (MT)	8,2	7,4	11 %	11 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	1,8	1,8	5 %	5 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	503	479	5 %	5 %
EBITDA (millions d'euros)	39	7	na	na
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)	7,8 %	1,5 %	630pb	
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	(4)	(38)	na	na

La région a globalement bénéficié d'une tendance plus favorable sur la plupart des marchés ainsi que de conditions météorologiques plus clémentes, ce qui nous a permis d'enregistrer des volumes en hausse par rapport à l'année passée.

Notre chiffre d'affaires a progressé de 5 %, l'impact des variations de périmètre et des taux de change ayant été négligeable.

- **En France**, notre chiffre d'affaires est resté globalement stable. Les volumes vendus de ciment et de béton prêt-à-l'emploi se sont inscrits en légère baisse par rapport à une base comparable faible, sous l'effet des fortes inondations qui ont touché l'ouest du pays. Les volumes vendus de granulats ont progressé de 11 %, soutenus par des projets routiers et par une base de comparaison plus favorable.
- **En Espagne**, nos ventes de ciment en volumes ont crû de 14 % sur le trimestre, après un premier trimestre 2013 atone.
- L'activité de construction **en Grèce** a de nouveau montré des signes d'amélioration. De fait, les volumes vendus sur le marché domestique de ciment et de béton prêt à l'emploi, après avoir atteint des niveaux faibles, ont connu une augmentation significative, soutenus par différents grands projets d'infrastructures lancés récemment.

L'EBITDA s'est inscrit en hausse de 32 millions d'euros, soutenu par des mesures de réduction des coûts significatives et par la hausse des volumes.

Europe centrale et de l'Est

	1 ^{er} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2014	2013		
Volumes				
Ciment (MT)	1,9	1,6	19 %	27 %
Granulats (MT)	3,3	2,4	37 %	15 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	0,4	0,2	85 %	85 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	173	148	17 %	30 %
EBITDA (millions d'euros)	(17)	(35)	na	na
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)	na	na		
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	(38)	(56)	na	na

La région a bénéficié de l'amélioration de la tendance sur les marchés et de conditions météorologiques clémentes dans la plupart des pays.

Notre chiffre d'affaires a progressé de 17 %, malgré l'impact de la dépréciation du rouble russe et l'effet de la cession de nos activités en Ukraine, réalisée à la fin du troisième trimestre 2013.

À périmètre et taux de change constants, la hausse du chiffre d'affaires a atteint 30 %, avec des tendances favorables sur la plupart des marchés.

- **En Pologne**, les volumes des trois lignes de produits se sont fortement améliorés par rapport à une base de comparaison aisée, de bonnes conditions météorologiques ayant accéléré le lancement de plusieurs grands projets d'investissements. Des hausses de prix ont été mises en oeuvre pour compenser l'inflation des coûts.
- **En Roumanie**, les volumes vendus de ciment ont très fortement augmenté, soutenus par différents projets dont le démarrage a été anticipé en raison de conditions météorologiques favorables.
- **En Russie**, la consommation globale sur le marché a diminué par rapport à l'année dernière, en raison d'un hiver particulièrement froid et d'un niveau d'investissements réduit. Les volumes vendus de ciment se sont inscrits en baisse de 3 % par rapport à l'année passée, tandis que des hausses de prix ont été mises en oeuvre pour contrer l'inflation des coûts. Notre nouvelle usine de 2 MT située dans le sud de la région de Moscou a été mise en service en avril et devrait progressivement nous aider à capter la croissance attendue sur le marché.

L'EBITDA est en hausse de 18 millions d'euros, soutenu principalement par l'accroissement des volumes et par les efforts de maîtrise des coûts, et malgré un effet négatif de 5 millions d'euros lié aux variations de stocks.

Moyen Orient et Afrique

	1 ^{er} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2014	2013		
Volumes				
Ciment (MT)	10,5	9,1	15 %	13 % ⁽¹⁾
Granulats (MT)	2,4	1,9	24 %	24 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	1,3	1,1	12 %	8 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	893	838	7 %	13 %
EBITDA (millions d'euros)	250	217	15 %	21 %
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)	28,0 %	25,9 %	210pb	180pb
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	186	148	26 %	31 %

(1) domestique

La région Moyen-Orient et Afrique a bénéficié de la bonne orientation générale des marchés.

Notre chiffre d'affaires a progressé de 7 % malgré l'impact négatif des variations de change.

À périmètre et taux de change constants, notre chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 13 %, avec une contribution positive de la plupart des pays.

- **Le marché nigérian** a bénéficié d'une bonne dynamique, et nos ventes de ciment ont augmenté de 12 % en volumes au cours du trimestre. Des hausses de prix ont été mises en oeuvre au cours du trimestre en réponse à l'inflation des coûts. Toutefois, dans la mesure où les prix avaient été ajustés à la baisse en mars l'année passée, l'effet de cette hausse sera plus visible à partir du deuxième trimestre.
- **En Algérie**, les volumes vendus de ciment ont augmenté de 24 %, sous l'effet conjugué de la montée en puissance de notre nouveau broyeur, de la bonne orientation du marché et de limitations de production qui avaient affecté le premier trimestre 2013. Les prix moyens sont en hausse, soutenus par le développement de produits à forte valeur ajoutée. Nous avons également poursuivi le développement de nos activités de béton prêt-à-l'emploi dans le pays afin de compléter notre offre clients.
- **En Égypte**, la pénurie d'énergie continue de peser sur nos niveaux de production. Les volumes vendus de ciment, fortement affectés par ces pénuries au premier trimestre 2013, se sont inscrits en hausse sur la période, grâce à la mise en oeuvre progressive de mesures destinées à limiter cet impact, notamment le développement d'énergies alternatives. Les prix ont été relevés en réponse à l'inflation des coûts.
- **En Irak**, nos ventes de ciment ont progressé de 13 % en volumes par rapport au premier trimestre 2013, tandis que les prix sont en retrait par rapport à l'année passée, en raison d'ajustements des prix opérés en 2013 en réponse aux imports iraniens.
- **Le Kenya** a bénéficié d'une activité de construction soutenue, ce qui s'est traduit par une croissance de 10 % des volumes vendus de ciment. Les prix moyens sont en retrait par rapport à l'an passé.
- **En Afrique du Sud**, les précipitations importantes qui ont touché la majeure partie du pays au premier trimestre ont pesé sur l'activité.

Malgré l'impact négatif des variations de change, le résultat d'exploitation et la marge brute d'exploitation se sont fortement améliorés sous l'effet conjugué de la hausse des volumes et des mesures de réduction des coûts et d'innovation.

Amérique latine

	1 ^{er} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2014	2013		
Volumes				
Ciment (MT)	1,9	2,2	-15 %	6 %
Granulats (MT)	0,6	0,5	20 %	20 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	0,3	0,3	33 %	33 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	173	218	-21 %	14 %
EBITDA (millions d'euros)	38	51	-25 %	20 %
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)	22,0 %	23,4 %	-140pb	70pb
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	31	41	-24 %	22 %

Le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation ont été pénalisés par la dépréciation du real brésilien et par les cessions réalisées en 2013 (cession de nos activités cimentières au Honduras à la fin novembre 2013 et déconsolidation de nos opérations au Mexique suite à la formation d'une joint-venture avec Elementia en juillet 2013).

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 14 %, sous l'effet conjugué de hausses des prix en réponse à la forte inflation des coûts et de l'amélioration des volumes.

- **Au Brésil**, les volumes vendus de ciment ont progressé de 6 %, tandis que les ventes de béton prêt à l'emploi se sont inscrites en forte amélioration, reflétant des conditions météorologiques favorables, deux jours ouvrés supplémentaires et l'achèvement progressif de chantiers en anticipation de la Coupe du Monde de Football. Les prix ont été bien orientés afin de compenser l'inflation des coûts. La nouvelle station de broyage située dans la région de Rio a démarré à la fin de ce trimestre.
- **En Équateur**, les marchés ont suivi une évolution positive, avec des prix en hausse et une augmentation des volumes de ciment.

L'EBITDA s'est inscrit en hausse de 20 % à périmètre et taux de change constants, grâce à une forte réduction des coûts et à la progression du chiffre d'affaires.

Asie

	1 ^{er} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2014	2013		
Volumes				
Ciment (MT)	7,5	7,1	7 %	7 %
Granulats (MT)	2,1	2,1	3 %	-1 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	1,1	1,4	-24 %	-24 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	515	557	-8 %	5 %
EBITDA (millions d'euros)	95	115	-17 %	-4 %
Marge brute d'exploitation (EBITDA en % du chiffre d'affaires)	18,4 %	20,6 %	-220pb	-190pb
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	65	84	-23 %	-9 %

La région a été sévèrement pénalisée par l'effet négatif des variations de change, notamment par la dépréciation de la roupie indienne.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en progression de 5 %, sous l'effet conjugué de l'augmentation des volumes et des hausses de prix mises en œuvre en réponse à l'inflation des coûts.

- **En Inde**, le marché a affiché une croissance limitée en raison du contexte pré-électoral. Les volumes vendus de ciment ont augmenté de 24 %, soutenus par la montée en puissance progressive de notre nouvelle cimenterie de 2,6 MT au Rajasthan, démarrée au troisième trimestre 2013. Les prix ont légèrement diminué par rapport à l'année dernière, mais ils ont augmenté par rapport au quatrième trimestre, aussi bien dans l'est de l'Inde qu'au Rajasthan.
- **En Malaisie**, les ventes de ciment ont crû de 13 %, les prix ayant été augmentés dans un contexte d'inflation des coûts, notamment des prix de l'électricité. Nos ventes de béton prêt à l'emploi se sont contractées par rapport à l'année dernière après l'achèvement de certains grands projets, notamment la construction d'un nouveau terminal dans l'aéroport international de Kuala Lumpur.
- **Aux Philippines**, le marché de la construction a démarré avec lenteur en raison des retards intervenus dans le programme de dépenses du gouvernement. Toutefois, le marché a retrouvé une orientation plus favorable en mars. Nos ventes de ciment ont connu une progression de 3 % au cours du trimestre.
- **En Corée du Sud**, l'activité de construction est restée globalement stable par rapport à l'année dernière.

L'EBITDA s'est inscrit en légère diminution sur une base comparable, en raison de l'inflation des coûts liée notamment à la hausse des coûts énergétiques. Notre nouvelle cimenterie en Inde devrait progressivement contribuer à l'amélioration des résultats à mesure que les volumes augmentent.

Autres rubriques du compte de résultat

Le tableau ci-dessous donne l'évolution de notre résultat d'exploitation et du résultat net aux 31 mars 2014 et 2013 :

(en millions d'euros)	1 ^{er} Trimestre		Variation
	2014	2013	%
EBITDA	343	342	-
Amortissements	(197)	(214)	-8 %
Résultat d'exploitation courant	146	128	14 %
Plus (moins) values de cession	26	45	
Autres produits (charges) d'exploitation	(30)	(41)	
Résultat d'exploitation	142	132	8 %
Produits (frais) financiers nets	(232)	(243)	-5 %
dont Charges financières	(263)	(288)	-9 %
Produits financiers	31	45	-31 %
Quote-part dans les résultats des co-entreprises et des entreprises associées	(11)	(25)	na
Résultat avant impôts	(101)	(136)	na
Impôts	(4)	32	na
Résultat net des activités poursuivies	(105)	(104)	na
Résultat net des activités abandonnées	-	9	na
Résultat net	(105)	(95)	na
Dont part attribuable aux :			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	(135)	(117)	na
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	30	22	36 %

Le montant des amortissements s'est inscrit en retrait à 197 millions d'euros contre 214 millions d'euros au premier trimestre 2013, sous l'effet des variations de change et des cessions réalisées en 2013 et au début de 2014.

Les plus-values de cession se sont élevées à 26 millions d'euros au premier trimestre 2014, contre 45 millions d'euros au premier trimestre 2013, et comprennent principalement le gain réalisé sur la cession d'actifs granulats au Maryland (Etats-Unis) pour 33 millions d'euros.

Les autres charges d'exploitation reflètent principalement l'impact des pertes de valeur d'actifs, des coûts de restructuration, et des variations de provisions pour litiges. Elles se sont élevées à 30 millions d'euros au premier trimestre 2014 contre 41 millions d'euros en 2013. En 2014, le Groupe a enregistré 11 millions d'euros de charges de restructuration liées à l'exécution du programme de réduction des coûts (17 millions d'euros sur le premier trimestre 2013), et 6 millions d'euros de dépréciation d'actifs (12 millions d'euros en 2013).

Le résultat d'exploitation a progressé de 8 % à 142 millions d'euros, sous l'effet de la croissance des volumes et des actions de réduction des coûts et d'innovation.

Les frais financiers nets, qui comprennent les charges financières au titre de la dette nette, les résultats de change et les autres produits et charges financiers, ont baissé, passant de 243 millions d'euros à 232 millions d'euros sur le premier trimestre 2014.

Les charges financières au titre de la dette nette, à 190 millions d'euros, sont stables par rapport au premier trimestre 2013. La réduction de l'endettement net moyen s'est poursuivie sous l'effet de différentes actions, notamment au travers des cessions récemment encaissées. Le niveau de la dette brute, à 12,9 milliards d'euros, devrait baisser en mai lors du remboursement d'un emprunt obligataire d'un milliard d'euros (échéance le 27 mai 2014), grâce à la trésorerie disponible. Ceci permettra de diminuer progressivement les charges financières sur la dette nette. Le taux d'intérêt moyen de la dette brute s'est établi à 6,6 % au premier trimestre 2014, comparé à un taux un peu moins élevé l'an passé, dans la mesure où les produits des différentes cessions récemment encaissées ont permis de financer la saisonnalité de nos flux de trésorerie, limitant ainsi le recours à des instruments de financement court-terme bénéficiant d'un taux plus bas.

Les variations de change ont entraîné une perte de 2 millions d'euros au premier trimestre 2014, contre une perte de 15 millions d'euros sur le premier trimestre 2013.

Les autres charges financières s'élèvent à 40 millions d'euros et sont stables par rapport à l'an passé. Elles incluent principalement des commissions bancaires, l'amortissement des frais d'émission des emprunts obligataires, et les intérêts nets liés aux plans de retraites.

La quote-part dans le résultat des co-entreprises et des entreprises associées a représenté une perte nette de 11 millions d'euros au premier trimestre 2014, contre une perte nette de 25 millions d'euros au premier trimestre 2013, reflétant principalement l'amélioration de la contribution des sociétés mises en équivalence en Europe de l'Ouest.

La charge d'impôt s'est élevée à 4 millions d'euros malgré une perte avant impôts de 101 millions d'euros, en raison d'un impact non-récurrent de 38 millions d'euros sans contrepartie de trésorerie lié à la cession d'actifs granulats dans le Maryland.

Le résultat net part du Groupe² est ressorti en perte de 135 millions d'euros au premier trimestre 2014 contre une perte de 117 millions d'euros au premier trimestre 2013, reflétant la saisonnalité de notre activité et la variation des gains de cessions nets d'impôts.

La contribution des participations minoritaires a progressé, à 30 millions d'euros contre 22 millions d'euros au premier trimestre 2013, principalement sous l'effet de volumes en hausse dans différents pays de la région Moyen-Orient et Afrique.

Le résultat par action s'est établi à -0,47 euro au premier trimestre 2014, contre -0,41 euro en 2013, sous l'effet de la diminution du résultat net part du Groupe, le nombre moyen de titres étant resté relativement stable.

² Le résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère

Flux de trésorerie

Les flux nets de trésorerie utilisés par les activités poursuivies se sont établis à 69 millions d'euros au premier trimestre 2014 (218 millions d'euros au 31 mars 2013).

Les flux nets de trésorerie utilisés par les activités poursuivies se sont améliorés de 149 millions d'euros, sous l'effet combiné de la progression de la marge brute d'autofinancement et de l'évolution du besoin en fonds de roulement. Nos actions visant à optimiser le besoin en fonds de roulement strict³ ont ainsi limité l'augmentation normale du besoin en fonds de roulement liée au caractère saisonnier de nos activités au cours du trimestre et se sont traduites par une évolution favorable de sa variation comparée à celle du premier trimestre 2013. Exprimé en nombre de jours de ventes, le besoin en fonds de roulement strict a été réduit de 9 jours comparé à celui à fin mars 2013, reflétant principalement une optimisation des niveaux de stocks.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies ont généré 68 millions d'euros de trésorerie (contre une sortie nette de trésorerie de 175 millions d'euros au premier trimestre 2013).

Les investissements de maintien sont restés quasiment stables au premier trimestre 2014, à 54 millions d'euros.

Les investissements de productivité et de construction de nouvelles capacités ont été contenus à 184 millions d'euros conformément à notre stricte discipline d'investissement. Ils sont liés à la finalisation de notre usine à Kaluga (Russie) qui a produit son premier ciment en avril, aux projets d'extension et de rénovation en Amérique du Nord (Exshaw au Canada et Ravena aux Etats-Unis), et à différents projets de « dégoulottage », consistant à augmenter les capacités cimentières dans nos usines existantes.

Nettes de la dette nette cédée, les opérations de cessions ont permis de réduire l'endettement net du Groupe de 348 millions d'euros sur le trimestre. Elles comprennent principalement la cession de carrières de granulats dans le Maryland (Etats-Unis), et la cession de notre participation de 20 % dans Siniat (activité plâtre en Europe et Amérique latine).

Etat de la situation financière consolidée

Au 31 mars 2014, les capitaux propres du Groupe s'élevaient à 15 987 millions d'euros (16 285 millions d'euros au 31 décembre 2013) **et l'endettement net à 9 951 millions d'euros** (9 846 millions d'euros au 31 décembre 2013).

Les capitaux propres ont légèrement diminué sur la période, notamment sous l'effet de l'impact défavorable de la conversion en euro, sans contrepartie de trésorerie, des actifs de nos filiales étrangères, compte tenu de la dépréciation de certaines de leurs devises par rapport à l'euro entre le 31 décembre 2013 et le 31 mars 2014 (0,1 milliard d'euros).

La dette nette a été maintenue sous la barre des 10 milliards d'euros grâce aux actions d'optimisation du besoin en fonds de roulements et aux cessions réalisées sur la période, ce qui a permis de compenser les investissements industriels réalisés sur la période et de limiter fortement les effets saisonniers habituels sur notre trésorerie.

Perspectives pour 2014

Pour l'exercice 2014, le Groupe confirme attendre une croissance globale de la demande de ciment comprise entre 2 et 5 % sur ses marchés par rapport à 2013. Les marchés émergents restent le principal moteur de croissance de la demande. Lafarge en bénéficiera grâce à un portefeuille d'actifs de grande qualité et géographiquement équilibré.

L'inflation des coûts devrait se maintenir à un rythme similaire à celui de 2013, ce qui se traduira par des prix globalement en hausse.

Comme annoncé en 2013, le Groupe a pour objectif de ramener son endettement net à moins de 9 milliards d'euros en 2014⁴.

³ Besoin en fonds de roulement strict : clients et stocks et travaux en cours, après déduction du poste fournisseurs

⁴ Cet objectif, annoncé en 2013, a été établi sur les chiffres publiés, c'est-à-dire avant prise en compte de l'impact de l'application de la norme IFRS 11 relatives aux joint-ventures

2. Comptes consolidés intermédiaires condensés

Compte de résultat consolidé

	3 mois		31 décembre
	2014	2013*	2013*
<i>(millions d'euros, sauf indication contraire)</i>			
Produits des activités ordinaires	2 633	2 675	13 091
Coût des biens vendus	(2 208)	(2 244)	(9 944)
Frais administratifs et commerciaux	(279)	(303)	(1 210)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	146	128	1 937
Plus- (moins-) values de cession	26	45	291
Autres produits (charges) d'exploitation	(30)	(41)	(295)
Résultat d'exploitation	142	132	1 933
Charges financières	(263)	(288)	(1 122)
Produits financiers	31	45	138
Quote-part dans les résultats des co-entreprises et des entreprises associées	(11)	(25)	-
Résultat avant impôts	(101)	(136)	949
Impôts	(4)	32	(242)
Résultat net des activités poursuivies	(105)	(104)	707
Résultat net des activités abandonnées	-	9	46
Résultat net	(105)	(95)	753
<i>Dont part attribuable aux:</i>			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	(135)	(117)	601
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	30	22	152
Résultats nets par action (euros)			
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe			
- résultat par action de base	(0,47)	(0,41)	2,09
- résultat par action dilué	(0,47)	(0,41)	2,08
Dont activités poursuivies			
- résultat par action de base	(0,47)	(0,44)	1,93
- résultat par action dilué	(0,47)	(0,44)	1,92
Nombre moyen d'actions (milliers)	287 359	287 125	287 268

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IFRS 11.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Etat du résultat global consolidé

<i>(millions d'euros)</i>	3 mois		31 décembre
	2014	2013*	2013*
Résultat net	(105)	(95)	753
Eléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat			
Gains et pertes actuariels	(109)	8	119
Impôts sur les éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	28	(7)	(74)
Total des éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	(81)	1	45
Eléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat			
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	(14)
Couverture des flux de trésorerie	(3)	3	8
Ecarts de conversion	(75)	207	(1 698)
Impôts sur les éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	-	-	(1)
Total des éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	(78)	210	(1 705)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NETS D'IMPÔTS	(159)	211	(1 660)
RÉSULTAT GLOBAL	(264)	116	(907)
<i>Dont part attribuable aux:</i>			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	(288)	81	(928)
- Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	24	35	21

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IFRS 11.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Gains et pertes actuariels

L'évolution de la position nette du Groupe sur ses engagements de retraite conduit à reconnaître 109 millions d'euros de pertes actuarielles sur les 3 premiers mois de 2014 en capitaux propres (soit 81 millions d'euros nets d'impôts), liées principalement aux régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et au Canada. Les pertes actuarielles liées à ces régimes résultent principalement de l'effet de la diminution des taux d'actualisation partiellement compensé par les gains actuariels sur les actifs de régime.

Ecarts de conversion

La variation des écarts de conversion entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 mars 2014 (taux de clôture) comprend -99 millions d'euros au titre de la dépréciation du dollar canadien, du dinar algérien et du kwacha zambien partiellement compensés par +53 millions d'euros au titre notamment de l'appréciation de la roupie indienne et du real brésilien par rapport à l'euro.

Etat de la situation financière consolidée

(millions d'euros)

	Au 31 mars		Au 31 décembre	Au 1 ^{er} janvier
	2014	2013*	2013*	2013*
ACTIF				
ACTIF NON COURANT	28 248	30 888	28 447	29 301
Goodwill	10 984	12 015	11 027	11 953
Immobilisations incorporelles	361	416	370	426
Immobilisations corporelles	11 864	13 384	12 049	13 441
Participations dans des co-entreprises et des entreprises associées	3 021	3 072	3 174	1 550
Autres actifs financiers	761	710	667	727
Instruments dérivés	21	9	12	27
Impôts différés	1 217	1 246	1 125	1 141
Autres débiteurs	19	36	23	36
ACTIF COURANT	6 649	7 124	6 786	8 695
Stocks	1 458	1 672	1 425	1 526
Clients	1 518	1 534	1 546	1 539
Autres débiteurs	661	803	680	690
Instruments dérivés	39	69	24	68
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 973	2 591	3 111	2 606
Actifs en cours de cession	-	455	-	2 266
TOTAL ACTIF	34 897	38 012	35 233	37 996
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Capital	1 150	1 149	1 149	1 149
Primes	9 713	9 699	9 712	9 695
Actions propres	(5)	(1)	(1)	(11)
Réserves et résultat consolidés	6 712	6 357	6 868	6 477
Autres réserves	(969)	(920)	(885)	(925)
Ecart de conversion	(2 357)	(526)	(2 288)	(719)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	14 244	15 758	14 555	15 666
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	1 743	1 815	1 730	1 868
CAPITAUX PROPRES	15 987	17 573	16 285	17 534
PASSIF NON COURANT	13 258	14 863	13 156	14 121
Impôts différés	757	882	785	897
Provision avantages du personnel	1 331	1 442	1 218	1 476
Provisions	520	642	504	638
Passifs financiers	10 580	11 814	10 580	11 028
Instruments dérivés	1	3	1	3
Autres créditeurs	69	80	68	79
PASSIF COURANT	5 652	5 576	5 792	6 341
Provision avantages du personnel	120	114	123	102
Provisions	87	134	104	123
Fournisseurs	1 778	1 706	1 830	1 725
Autres créditeurs	1 168	1 381	1 211	1 427
Impôts à payer	96	147	112	213
Passifs financiers (y compris part court terme de la dette long terme)	2 385	1 984	2 398	2 328
Instruments dérivés	18	72	14	52
Passifs liés aux actifs en cours de cession	-	38	-	371
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	34 897	38 012	35 233	37 996

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IFRS 11.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(millions d'euros)	3 mois		31 décembre
	2014	2013*	2013*
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'EXPLOITATION			
Résultat net	(105)	(95)	753
Résultat net des activités abandonnées	-	9	46
Résultat net des activités poursuivies	(105)	(104)	707
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des impôts et des frais financiers:</i>			
Amortissements des immobilisations	197	214	857
Pertes de valeur des actifs	6	12	110
Quote-part dans les résultats des co-entreprises et des entreprises associées	11	25	-
(Plus)- et moins- value de cession	(26)	(45)	(291)
(Produits) charges financiers	232	243	984
Impôts	4	(32)	242
Autres, nets (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)	(16)	(54)	(137)
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-dessous)	(154)	(248)	(56)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations avant impôts et frais financiers	149	11	2 416
Intérêts reçus (payés)	(142)	(131)	(835)
Impôts sur les bénéfices payés	(76)	(98)	(476)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies	(69)	(218)	1 105
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités abandonnées	-	1	1
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	(69)	(217)	1 106
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Investissements industriels	(192)	(266)	(950)
Acquisitions de titres de filiales ⁽¹⁾	(23)	(7)	(18)
Investissement dans les co-entreprises et les entreprises associées	-	-	(10)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	(2)	-	(1)
Cessions d'actifs ⁽²⁾	348	105	1 069
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs non courants	(63)	(7)	15
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies	68	(175)	105
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées	-	(1)	(2)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	68	(176)	103
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Variations de capital - propriétaires de la société mère	1	-	3
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	-	-	-
Acquisitions de parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales	-	-	(2)
Cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle des filiales	-	10	188
(Acquisitions) cessions en numéraire d'autocontrôle	(14)	-	-
Dividendes versés	-	-	(289)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	(11)	(72)	(197)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	28	800	1 288
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(44)	(477)	(1 459)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	(44)	126	8
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies	(84)	387	(460)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées	-	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(84)	387	(460)

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IFRS 11.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

(millions d'euros)	2014	2013*	2013*
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies	(85)	(6)	750
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	-	-	(1)
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	(53)	(9)	(244)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice/période	3 111	2 606	2 606
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice/période	2 973	2 591	3 111
⁽¹⁾ Dont trésorerie des entreprises acquises	2	-	2
⁽²⁾ Dont trésorerie des entreprises cédées	-	(56)	(126)
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement	(154)	(248)	(56)
(Augmentation) diminution des stocks	(47)	(140)	(51)
(Augmentation) diminution des clients	18	20	(133)
(Augmentation) diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir	(27)	(21)	(38)
Augmentation (diminution) des fournisseurs	(42)	(59)	229
Augmentation (diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer	(56)	(48)	(63)

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IFRS 11.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Etat des variations des capitaux propres consolidés

	Actions en circulation	dont : Actions propres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultat consolidés*	Autres réserves*	Ecart de conversion	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle * (Intérêts minoritaires)	Capitaux propres *
	<i>(en nombre d'actions)</i>		<i>(millions d'euros)</i>								
Solde 1^{er} janvier 2013	287 255 502	157 283	1 149	9 695	(11)	6 477	(925)	(719)	15 666	1 868	17 534
Résultat net						(117)			(117)	22	(95)
Autres éléments du résultat global net d'impôts							5	193	198	13	211
Résultat global						(117)	5	193	81	35	116
Dividendes									-	(90)	(90)
Augmentation de capital	16 557			1					1	-	1
Paievements fondés sur des actions				3					3	-	3
Actions propres		(138 448)			10	(10)			-	-	-
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales						6			6	3	9
Autres mouvements						1			1	(1)	-
Solde au 31 mars 2013	287 272 059	18 835	1 149	9 699	(1)	6 357	(920)	(526)	15 758	1 815	17 573
Solde 1^{er} janvier 2014	287 365 397	17 935	1 149	9 712	(1)	6 868	(885)	(2 288)	14 555	1 730	16 285
Résultat net						(135)			(135)	30	(105)
Autres éléments du résultat global net d'impôts							(84)	(69)	(153)	(6)	(159)
Résultat global						(135)	(84)	(69)	(288)	24	(264)
Dividendes									-	(21)	(21)
Augmentation de capital	42 815		1						1	-	1
Paievements fondés sur des actions				1					1	-	1
Actions propres		63 250			(4)	(10)			(14)	-	(14)
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales						(9)			(9)	8	(1)
Autres mouvements						(2)			(2)	2	-
Solde au 31 mars 2014	287 408 212	81 185	1 150	9 713	(5)	6 712	(969)	(2 357)	14 244	1 743	15 987

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IFRS 11.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires condensés

Note 1. Description de l'activité

Lafarge S.A. est une société anonyme de droit français. Son nom commercial est "Lafarge". La Société a été créée en 1884 sous le nom de "J. et A. Pavin de Lafarge". Les statuts actuels de la Société fixent sa durée jusqu'au 31 décembre 2066, sous réserve d'une nouvelle prorogation. Le siège social est situé au 61, rue des Belles Feuilles, BP 40, 75782 Paris Cedex 16, France. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 542105572 RCS Paris.

Le Groupe est organisé par pays (voir Note 4).

Les actions Lafarge se négocient sur la Bourse de Paris depuis 1923. Le titre Lafarge fait partie du CAC 40 (et ce depuis l'origine de cet indice) et du CAC All-Tradable (ex indice SBF 250).

Les termes "Lafarge S.A." et "la société mère", utilisés ci-après, font référence à la société anonyme de droit français (hors filiales consolidées). Les termes "Groupe" ou "Lafarge" font référence à l'ensemble économique composé de la société Lafarge S.A. et des entités comprises dans la consolidation.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 5 mai 2014.

Note 2. Synthèse des principales règles et méthodes comptables

2.1 Comptes consolidés intermédiaires condensés

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe Lafarge au 31 mars 2014 ont été préparés en conformité avec IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe, pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 mars 2014 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2013, à l'exception des points présentés au paragraphe 2.2 Nouvelles normes et interprétations IFRS ci-dessous.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- La charge d'impôt de la période résulte de l'estimation d'un taux effectif Groupe annuel qui est appliqué au résultat avant impôt (hors quote-part dans les résultats des entreprises associées) de la période hors éléments exceptionnels significatifs. Les éventuels éléments exceptionnels de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle (par exemple : taxation spécifique appliquée aux plus-values) ;
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des rémunérations en actions et des avantages au personnel correspondent au prorata des charges estimées de l'année. Pour les pays dont les engagements en matière de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi et actifs afférents sont les plus significatifs (notamment : Etats-Unis, Canada et Royaume-Uni), l'évaluation actuarielle est mise à jour à fin mars afin d'ajuster le cas échéant le montant de la « provision avantages au personnel » reconnu dans l'état de la situation financière consolidée intermédiaire. Pour les autres pays, les calculs actuariels sont réalisés annuellement et la provision est évaluée en période intermédiaire sur la base des calculs prévisionnels réalisés à la fin de l'année précédente.

Par ailleurs, le Groupe a procédé à une revue au 31 mars 2014 des indices de pertes de valeur relatifs aux goodwill alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) ou groupes d'UGT dont les analyses de sensibilité des valeurs

recouvrables ont été présentées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2013. Cette revue a permis de confirmer l'absence de perte de valeur au 31 mars 2014.

2.2 Nouvelles normes et interprétations IFRS

Normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2014

Les nouvelles normes et interprétations publiées au 31 décembre 2013 et applicables à compter du 1^{er} janvier 2014, listées dans la Note 2.27 – Normes et interprétations publiées à la date de clôture mais non encore entrées en vigueur – de l'annexe aux comptes consolidés du Document de Référence 2013 (page F23) n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe au 31 mars 2014 à l'exception d'IFRS 11 qui a été appliquée rétrospectivement au 1^{er} janvier 2013, et IFRS 12 qui impactera les informations à fournir en annexe au titre des intérêts détenus dans d'autres entités.

Le Groupe a mené des travaux de revue de l'ensemble des partenariats qui constituent des co-entreprises. En conséquence, ces co-entreprises précédemment consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle, sont dorénavant comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (voir Note 35 – Liste des principales filiales, coentreprises et entreprises associées - de l'annexe aux comptes consolidés du Document de Référence 2013, page F71).

Les tableaux ci-après présentent l'incidence du changement de méthode sur le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau de flux de trésorerie et la variation des capitaux propres :

Compte de résultat consolidé	31 mars 2013			31 décembre 2013		
	Publié	Impact IFRS 11	Retraité	Publié	Impact IFRS 11	Retraité
<i>(millions d'euros, sauf indication contraire)</i>						
Produits des activités ordinaires	3 136	(461)	2 675	15 198	(2 107)	13 091
Coût des biens vendus	(2 667)	423	(2 244)	(11 740)	1 796	(9 944)
Frais administratifs et commerciaux	(345)	42	(303)	(1 383)	173	(1 210)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres*	124	4	128	2 075	(138)	1 937
Plus- (moins-) values de cession	45	-	45	295	(4)	291
Autres produits (charges) d'exploitation	(48)	7	(41)	(350)	55	(295)
Résultat d'exploitation	121	11	132	2 020	(87)	1 933
Charges financières	(298)	10	(288)	(1 177)	55	(1 122)
Produits financiers	44	1	45	136	2	138
Quote-part dans les résultats des co-entreprises et des entreprises associées	(4)	(21)	(25)	19	(19)	-
Résultat avant impôts	(137)	1	(136)	998	(49)	949
Impôts	39	(7)	32	(262)	20	(242)
Résultat net des activités poursuivies	(98)	(6)	(104)	736	(29)	707
Résultat net des activités abandonnées	9	-	9	46	-	46
Résultat net	(89)	(6)	(95)	782	(29)	753
<i>*Dont</i>						
- EBITDA	380	(38)	342	3 102	(308)	2 794
- Dotation aux amortissements	(256)	42	(214)	(1 027)	170	(857)
<i>Dont part attribuable aux:</i>						
- Propriétaires de la société mère du Groupe	(117)	-	(117)	601	-	601
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	28	(6)	22	181	(29)	152
Résultats nets par action (euros)						
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe						
-résultat par action de base	(0,41)	-	(0,41)	2,09	-	2,09
-résultat par action dilué	(0,41)	-	(0,41)	2,08	-	2,08
Dont activités poursuivies						
-résultat par action de base	(0,44)	-	(0,44)	1,93	-	1,93
-résultat par action dilué	(0,44)	-	(0,44)	1,92	-	1,92

Etat du résultat global	31 mars 2013			31 décembre 2013		
	Publié	Impact IFRS 11	Retraité	Publié	Impact IFRS 11	Retraité
(millions d'euros)						
Résultat net	(89)	(6)	(95)	782	(29)	753
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat						
Gains et pertes actuariels	8	-	8	119	-	119
Impôts sur les éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	(6)	(1)	(7)	(74)	-	(74)
Total des éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	2	(1)	1	45	-	45
Total des éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	213	(3)	210	(1 706)	1	(1 705)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NETS D'IMPÔTS	215	(4)	211	(1 661)	1	(1 660)
RÉSULTAT GLOBAL	126	(10)	116	(879)	(28)	(907)
<i>Dont part attribuable aux:</i>						
- Propriétaires de la société mère du Groupe	81	-	81	(928)	-	(928)
- Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	45	(10)	35	49	(28)	21

Etat de la situation financière consolidée	Au 1 ^{er} janvier 2013			Au 31 mars 2013			Au 31 décembre 2013		
	Publié	Impact IFRS 11	Retraité	Publié	Impact IFRS 11	Retraité	Publié	Impact IFRS 11	Retraité
(millions d'euros)									
ACTIF									
ACTIF NON COURANT	30 180	(879)	29 301	31 939	(1 051)	30 888	29 358	(911)	28 447
Goodwill	12 184	(231)	11 953	12 596	(581)	12 015	11 612	(585)	11 027
Immobilisations incorporelles	620	(194)	426	635	(219)	416	574	(204)	370
Immobilisations corporelles	14 992	(1 551)	13 441	16 201	(2 817)	13 384	14 752	(2 703)	12 049
Participations dans des co-entreprises et entreprises associées	470	1 080	1 550	468	2 604	3 072	643	2 531	3 174
Autres actifs financiers	698	29	727	732	(22)	710	656	11	667
Instruments dérivés	27	-	27	9	-	9	12	-	12
Impôts différés	1 149	(8)	1 141	1 258	(12)	1 246	1 082	43	1 125
Autres débiteurs	40	(4)	36	40	(4)	36	27	(4)	23
ACTIF COURANT	9 284	(589)	8 695	8 052	(928)	7 124	7 717	(931)	6 786
Stocks et travaux en cours	1 662	(136)	1 526	1 876	(204)	1 672	1 621	(196)	1 425
Clients	1 762	(223)	1 539	1 945	(411)	1 534	1 929	(383)	1 546
Autres débiteurs	779	(89)	690	977	(174)	803	797	(117)	680
Instruments dérivés	68	-	68	70	(1)	69	24	-	24
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 733	(127)	2 606	2 729	(138)	2 591	3 346	(235)	3 111
Actifs en cours de cession	2 280	(14)	2 266	455	-	455	-	-	-
TOTAL ACTIF	39 464	(1 468)	37 996	39 991	(1 979)	38 012	37 075	(1 842)	35 233
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES									
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	15 666	-	15 666	15 758	-	15 758	14 555	-	14 555
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	2 082	(214)	1 868	2 039	(224)	1 815	1 951	(221)	1 730
CAPITAUX PROPRES	17 748	(214)	17 534	17 797	(224)	17 573	16 506	(221)	16 285
PASSIF NON COURANT	14 451	(330)	14 121	15 412	(549)	14 863	13 620	(464)	13 156
Impôts différés	973	(76)	897	1 093	(211)	882	915	(130)	785
Provision avantages du personnel	1 492	(16)	1 476	1 458	(16)	1 442	1 234	(16)	1 218
Provisions	637	1	638	703	(61)	642	591	(87)	504
Passifs financiers	11 261	(233)	11 028	12 070	(256)	11 814	10 805	(225)	10 580
Instruments dérivés	8	(5)	3	6	(3)	3	1	-	1
Autres créditeurs	80	(1)	79	82	(2)	80	74	(6)	68
PASSIF COURANT	7 265	(924)	6 341	6 782	(1 206)	5 576	6 949	(1 157)	5 792
Provision avantages du personnel	102	-	102	115	(1)	114	123	-	123
Provisions	127	(4)	123	152	(18)	134	124	(20)	104
Fournisseurs	1 985	(260)	1 725	2 104	(398)	1 706	2 224	(394)	1 830
Autres créditeurs	1 567	(140)	1 427	1 633	(252)	1 381	1 447	(236)	1 211
Impôts à payer	220	(7)	213	196	(49)	147	125	(13)	112
Passifs financiers (y compris part court terme de la dette long terme)	2 823	(495)	2 328	2 472	(488)	1 984	2 891	(493)	2 398
Instruments dérivés	53	(1)	52	72	-	72	15	(1)	14
Passifs liés aux actifs en cours de cession	388	(17)	371	38	-	38	-	-	-
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	39 464	(1 468)	37 996	39 991	(1 979)	38 012	37 075	(1 842)	35 233

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(millions d'euros)	31 mars 2013			31 décembre 2013		
	Publié	Impact IFRS 11	Retraité	Publié	Impact IFRS 11	Retraité
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'EXPLOITATION						
Résultat net	(89)	(6)	(95)	782	(29)	753
Résultat net des activités abandonnées	9	-	9	46	-	46
Résultat net des activités poursuivies	(98)	(6)	(104)	736	(29)	707
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des produits ou charges financiers ou des impôts :</i>						
Amortissements des immobilisations	256	(42)	214	1 027	(170)	857
Pertes de valeur des actifs	17	(5)	12	125	(15)	110
Quote-part dans les résultats des co-entreprises et entreprises associées	4	21	25	(19)	19	-
(Plus)- et moins- value de cession	(45)	-	(45)	(295)	4	(291)
(Produits) charges financiers	254	(11)	243	1 041	(57)	984
Impôts	(39)	7	(32)	262	(20)	242
Autres (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)	(54)	-	(54)	(168)	31	(137)
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-dessous)	(292)	44	(248)	(36)	(20)	(56)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations avant impôts et frais financiers	3	8	11	2 673	(257)	2 416
Intérêts reçus/payés	(142)	11	(131)	(893)	58	(835)
Impôts sur les bénéfices payés	(105)	7	(98)	(525)	49	(476)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies	(244)	26	(218)	1 255	(150)	1 105
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités abandonnées	1	-	1	1	-	1
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	(243)	26	(217)	1 256	(150)	1 106
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT						
Investissements industriels	(289)	23	(266)	(1 051)	101	(950)
Acquisitions de titres d'entreprises consolidées ⁽¹⁾	(7)	-	(7)	(15)	(3)	(18)
Investissement dans les coentreprises et les entreprises associées	-	-	-	-	(10)	(10)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	(1)	-	(1)
Cessions d'actifs ⁽²⁾	122	(17)	105	1 105	(36)	1 069
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs non courants	(3)	(4)	(7)	1	14	15
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies	(177)	2	(175)	39	66	105
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées	(1)	-	(1)	(2)	-	(2)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(178)	2	(176)	37	66	103
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT						
Variations de capital - propriétaires de la société mère	-	-	-	3	-	3
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	-	-	-	-	-	-
Acquisitions de parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales	-	-	-	(2)	-	(2)
Cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle des filiales	10	-	10	188	-	188
Dividendes versés	-	-	-	(289)	-	(289)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(73)	1	(72)	(218)	21	(197)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	806	(6)	800	1 410	(122)	1 288
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(489)	12	(477)	(1 561)	102	(1 459)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	123	3	126	9	(1)	8
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies	377	10	387	(460)	-	(460)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	377	10	387	(460)	-	(460)

Tableau des flux de trésorerie consolidés <i>(millions d'euros)</i>	31 mars 2013			31 décembre 2013		
	Publié	Impact IFRS 11	Retraité	Publié	Impact IFRS 11	Retraité
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies	(44)	38	(6)	834	(84)	750
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	-	-	-	(1)	-	(1)
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	40	(49)	(9)	(220)	(24)	(244)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice/période	2 733	(127)	2 606	2 733	(127)	2 606
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice/période	2 729	(138)	2 591	3 346	(235)	3 111
⁽¹⁾ Dont trésorerie des entreprises acquises	-	-	-	5	(3)	2
⁽²⁾ Dont trésorerie des entreprises cédées	(41)	(15)	(56)	(100)	(26)	(126)
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement	(292)	44	(248)	(36)	(20)	(56)
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	(136)	(4)	(140)	(46)	(5)	(51)
(Augmentation) diminution des clients	(34)	54	20	(172)	39	(133)
(Augmentation) diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir	(33)	12	(21)	(10)	(28)	(38)
Augmentation (diminution) des fournisseurs	(59)	-	(59)	233	(4)	229
Augmentation (diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer	(30)	(18)	(48)	(41)	(22)	(63)

L'application d'IFRS 11 n'a pas eu d'impact sur les capitaux propres part du Groupe mais a eu les impacts suivants sur les capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) :

Variation des capitaux propres attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) <i>(millions d'euros)</i>	31 mars 2013			31 décembre 2013		
	Publié	Impact IFRS 11	Retraité	Publié	Impact IFRS 11	Retraité
Solde 1^{er} janvier 2013 attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	2 082	(214)	1 868	2 082	(214)	1 868
Résultat net	28	(6)	22	181	(29)	152
Autres éléments du résultat global net d'impôts	17	(4)	13	(132)	1	(131)
Résultat global de la période	45	(10)	35	49	(28)	21
Dividendes	(90)	-	(90)	(216)	19	(197)
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales	3	-	3	102	(5)	97
Autres mouvements	(1)	-	(1)	(66)	7	(59)
Solde clôture attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	2 039	(224)	1 815	1 951	(221)	1 730

Application de normes par anticipation

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2014.

2.3 Saisonnalité

La demande dans les activités du ciment, des granulats et du béton est saisonnière, les conditions météorologiques affectant directement le niveau d'activité du secteur de la construction. Ainsi, la consommation des produits du Groupe diminue pendant les périodes hivernales des pays tempérés ou de fortes précipitations dans les pays tropicaux. Le Groupe enregistre généralement une baisse du chiffre d'affaires aux premier et quatrième trimestres sur les marchés d'Europe et d'Amérique du Nord du fait de la saison hivernale, tandis que la saison estivale contribue à une augmentation de l'activité lors des deuxième et troisième trimestres.

Note 3. Principaux événements de la période

3.1 Cession de la participation minoritaire dans les activités Plâtre Europe et Amérique du Sud

Le 12 février 2014, le Groupe a finalisé la cession à Etex de la participation minoritaire de 20% dans les activités plâtre Europe et Amérique du Sud. L'incidence nette de cette cession est de 145 millions d'euros, après déduction de la trésorerie cédée, dans le tableau de flux de trésorerie consolidés sur la ligne « Cessions d'actifs », et de -5 millions d'euros au titre de la moins-value de cession avant impôts dans le compte de résultat consolidé sur la ligne « Plus- ou (moins-) value de cession ».

3.2 Cession d'actifs granulats situés dans l'Etat du Maryland (Etats-Unis)

Le 12 février 2014, le Groupe a finalisé la cession de cinq carrières de granulats et actifs associés, situés dans l'Etat du Maryland (Etats-Unis), à Bluegrass Materials. L'incidence nette de cette cession est de 207 millions d'euros, après déduction des coûts de transaction et de la trésorerie cédée, dans le tableau de flux de trésorerie sur la ligne « Cessions d'actifs » et de 33 millions d'euros au titre de la plus-value de cession avant impôts dans le compte de résultat consolidé sur la ligne « Plus- ou (moins-) value de cession ».

Note 4. Information sectorielle

Le Groupe est organisé par pays. Les pays ou groupes de pays sont les secteurs opérationnels du Groupe. Six régions sont présentées, correspondant à des regroupements de pays ou groupes de pays (sauf l'Amérique du Nord qui est un secteur opérationnel) :

- Europe occidentale
- Amérique du Nord
- Europe Centrale et de l'Est
- Moyen-Orient et Afrique
- Amérique latine
- Asie

L'information sectorielle ci-après pour chaque secteur présenté est conforme à celle présentée au Président-directeur général⁵ aux fins de prises de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Chaque secteur opérationnel tire ses revenus des produits suivants :

- Une large gamme de ciments et liants hydrauliques adaptés aux besoins du secteur de la construction ;
- Les granulats et béton ;
- Les autres produits : principalement le plâtre.

La direction du Groupe suit la performance de l'activité sur la base :

- du chiffre d'affaires par origine ;
- du résultat brut d'exploitation (EBITDA), défini comme le résultat d'exploitation avant plus values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres, avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels ;
- du résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres ; et
- des capitaux investis, définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des entreprises associées et du besoin en fonds de roulement.

La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.

Les principes comptables utilisés pour les indicateurs de l'information sectorielle sont conformes à ceux appliqués aux comptes consolidés (tels que décrits en Note 2).

Les ventes et transferts entre les secteurs opérationnels sont réalisés au prix du marché.

⁵ Principal Décideur Opérationnel

a) Information par secteur

31 mars 2014 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	529	375	175	913	173	537	
Moins : inter-secteur	(26)	1	(2)	(20)	-	(22)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	503	376	173	893	173	515	2 633
EBITDA	39	(62)	(17)	250	38	95	343
Dotation aux amortissements des immobilisations	(43)	(32)	(21)	(64)	(7)	(30)	(197)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	(4)	(94)	(38)	186	31	65	146
Plus- (moins-) values de cession	-	33	(2)	-	(5)	-	26
Autres produits (charges) d'exploitation	(10)	(2)	(6)	(7)	(2)	(3)	(30)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(1)</i>	<i>-</i>	<i>(3)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(2)</i>	<i>(6)</i>
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(14)	(63)	(46)	179	24	62	142
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	31	42	41	29	18	31	192
Capitaux investis	5 366	4 377	2 640	10 198	1 234	2 961	26 775
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE							
Actifs sectoriels	6 602	4 793	2 823	11 236	1 427	3 766	30 647
<i>Dont participations dans des co-entreprises et des entreprises associées</i>	<i>1 551^(a)</i>	<i>24</i>	<i>43</i>	<i>828</i>	<i>202</i>	<i>373</i>	<i>3 021</i>
Actifs en cours de cession	-	-	-	-	-	-	-
Actifs non alloués ^(b)							4 250
TOTAL ACTIF							34 897
Passifs sectoriels	1 980	1 194	230	1 010	192	563	5 169
Passifs liés aux actifs en cours de cession	-	-	-	-	-	-	-
Passifs et capitaux propres non alloués ^(c)							29 728
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							34 897

^(a) Dont goodwill résultant de la création de la coentreprise Lafarge Tarmac au Royaume-Uni le 7 janvier 2013 finalisé pour un montant de 545 millions d'euros

^(b) Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

^(c) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

31 mars 2013 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	510	435	148	873	218	570	
Moins : inter-secteur	(31)	-	-	(35)	-	(13)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	479	435	148	838	218	557	2 675
EBITDA	7	(13)	(35)	217	51	115	342
Dotation aux amortissements des immobilisations	(45)	(38)	(21)	(69)	(10)	(31)	(214)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	(38)	(51)	(56)	148	41	84	128
Plus- (moins-) values de cession	42	3	-	-	-	-	45
Autres produits (charges) d'exploitation	(26)	-	(2)	(9)	(3)	(1)	(41)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(11)</i>	<i>-</i>	<i>(1)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(12)</i>
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(22)	(48)	(58)	139	38	83	132
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	34	18	114	21	10	69	266
Capitaux investis	5 705	5 094	2 829	11 209	1 386	3 396	29 618
ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE							
Actifs sectoriels	6 852	5 582	3 054	12 264	1 632	4 258	33 642
Dont participations dans des co-entreprises et des entreprises associées	1 668	31	43	844	45	440	3 072
Actifs en cours de cession	-	455	-	-	-	-	455
Actifs non alloués ^(a)							3 915
TOTAL ACTIF							38 012
Passifs sectoriels	2 005	1 510	261	998	247	625	5 646
Passifs liés aux actifs en cours de cession	-	38	-	-	-	-	38
Passifs et capitaux propres non alloués ^(b)							32 328
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							38 012

^(a) Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

31 décembre 2013 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	2 325	3 065	1 154	3 750	869	2 252	
Moins : inter-secteur	(117)	-	(10)	(118)	-	(79)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	2 208	3 065	1 144	3 632	869	2 173	13 091
EBITDA	264	552	201	1 032	240	505	2 794
Dotation aux amortissements des immobilisations	(183)	(153)	(89)	(270)	(39)	(123)	(857)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	81	399	112	762	201	382	1 937
Plus- (moins-) values de cession	45	(1)	(21)	(5)	269	4	291
Autres produits (charges) d'exploitation	(186)	(23)	(49)	(35)	8	(10)	(295)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	(66)	(5)	(36)	-	-	(3)	(110)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(60)	375	42	722	478	376	1 933
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	149	117	286	134	60	204	950
Capitaux investis	5 507	4 543	2 660	10 243	1 180	2 940	27 073
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE							
Actifs sectoriels	6 679	5 040	2 863	11 278	1 361	3 740	30 961
Dont participations dans des co-entreprises et des entreprises associées	1 698	26	42	815	198	395	3 174
Actifs en cours de cession	-	-	-	-	-	-	-
Actifs non alloués ^(a)							4 272
TOTAL ACTIF							35 233
Passifs sectoriels	1 925	1 257	250	998	180	560	5 170
Passifs liés aux actifs en cours de cession	-	-	-	-	-	-	-
Passifs et capitaux propres non alloués ^(b)							30 063
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							35 233

^(a) Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

b) Information par ligne de produit

(en millions d'euros)	Produits des activités ordinaires externes			Produits des activités ordinaires		
	31 mars 2014	31 mars 2013	31 décembre 2013	31 mars 2014	31 mars 2013	31 décembre 2013
Ciment	1 854	1 862	8 645	1 983	1 986	9 256
Granulats & Béton	769	802	4 397	772	805	4 412
Autres produits	10	11	49	10	11	49
Eliminations				(132)	(127)	(626)
Total	2 633	2 675	13 091	2 633	2 675	13 091

c) Information par pays

(millions d'euros)	31 mars 2014		31 mars 2013		31 décembre 2013	
	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels *	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels *	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels *
Europe occidentale	503	5 523	479	5 700	2 208	5 617
dont :						
France	404	2 223	402	2 323	1 764	2 318
Amérique du Nord	376	4 004	435	4 667	3 065	4 190
dont :						
Etats-Unis **	131	1 047	159	1 319	1 077	1 149
Canada **	245	778	276	879	1 988	795
Europe centrale et de l'est	173	2 493	148	2 660	1 144	2 547
Moyen Orient et Afrique	893	10 086	838	11 125	3 632	10 170
dont :						
Egypte	109	2 115	93	2 370	368	2 137
Algérie	164	2 968	128	3 170	615	3 006
Nigéria	161	1 274	148	1 354	598	1 272
Amérique latine	173	1 204	218	1 366	869	1 188
dont :						
Brésil	140	815	146	948	608	772
Asie	515	2 920	557	3 369	2 173	2 908
Total	2 633	26 230	2 675	28 887	13 091	26 620

*Les actifs non-courants sectoriels regroupent le goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles et les participations dans des co-entreprises et des entreprises associées.

**Actifs non courants sectoriels hors goodwill.

Note 5. Résultats par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action pour les périodes closes les 31 mars 2014 et 2013, et pour le 31 décembre 2013 est présenté ci-dessous :

	3 mois		31 décembre
	2014	2013	2013
Numérateur (millions d'euros)			
Résultat net, part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	(135)	(117)	601
<i>Dont résultat net des activités poursuivies</i>	(135)	(126)	555
Dénominateur (en milliers d'actions)			
Nombre moyen d'actions	287 359	287 125	287 268
Nombre total d'actions potentielles dilutives	2 095	2 052	1 964
Nombre moyen d'actions - dilué	289 454	289 177	289 232
Résultat par action (euros)	(0,47)	(0,41)	2,09
Résultat dilué par action (euros)	(0,47)	(0,41)	2,08
Résultat par action des activités poursuivies (euros)	(0,47)	(0,44)	1,93
Résultat dilué par action des activités poursuivies (euros)	(0,47)	(0,44)	1,92

Note 6. Passifs financiers

Les passifs financiers se décomposent comme suit :

	31 mars		31 décembre
	2014	2013	2013
<i>(millions d'euros)</i>			
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	10 557	11 765	10 557
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	23	49	23
Passifs financiers, part à plus d'un an	10 580	11 814	10 580
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	2 374	1 984	2 387
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	11	-	11
Passifs financiers, part à moins d'un an	2 385	1 984	2 398
Total passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires	12 931	13 749	12 944
Total options de vente octroyées aux minoritaires	34	49	34
Total passifs financiers	12 965	13 798	12 978

Les passifs financiers à moins d'un an que le Groupe a la capacité de refinancer en utilisant le financement disponible fourni par les lignes de crédit confirmées à moyen et long terme sont classés dans l'état de la situation financière consolidée en passif non courant dans la rubrique "Passifs financiers" (aucun montant au 31 mars 2014, 710 millions d'euros au 31 mars 2013 et 7 millions d'euros au 31 décembre 2013). La variation nette de ces passifs est une diminution de 7 millions d'euros au 31 mars 2014 (une augmentation de 710 millions d'euros au 31 mars 2013 et une augmentation de 7 millions d'euros au 31 décembre 2013) et est présentée dans le tableau des flux de trésorerie en "Remboursement des passifs financiers à plus d'un an" (en "Augmentation des passifs financiers à plus d'un an" au 31 mars et 31 décembre 2013).

Taux d'intérêt

Le taux d'intérêt moyen instantané de l'endettement brut après swaps s'établit au 31 mars 2014 à 6,6% (6,1% au 31 mars 2013 et 6,6 % au 31 décembre 2013).

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement brut après swaps s'établit à 6,6% pour les 3 premiers mois 2014, 6,1% pour les 3 premiers mois 2013 et 6,2% pour l'année 2013.

Programme de cession de créances (titrisation)

Le Groupe dispose de plusieurs programmes de cession de créances commerciales sous forme de titrisation, tels que décrits dans la Note 17 des comptes consolidés du Document de référence 2013.

Dans le cadre de ces programmes, certaines filiales françaises et nord-américaines ont convenu de vendre certaines de leurs créances clients. Ces créances clients cédées sont conservées dans l'état de situation financière et s'élèvent au 31 mars 2014 à 284 millions d'euros (308 millions d'euros au 31 mars 2013 et 358 millions d'euros au 31 décembre 2013).

La part à moins d'un an des passifs financiers, financement reçu dans le cadre de ces programmes, s'élève à 210 millions d'euros au 31 mars 2014 (249 millions d'euros au 31 mars 2013 et 282 millions d'euros au 31 décembre 2013).

Les programmes européens font l'objet de dépôts et parts subordonnés s'élevant à 74 millions d'euros au 31 mars 2014 (59 millions d'euros au 31 mars 2013 et 76 millions d'euros au 31 décembre 2013).

Note 7. Capitaux propres

(a) Dividendes

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action au titre de l'exercice 2013 proposé à l'Assemblée générale du 7 mai 2014 ainsi que celui voté en 2013 au titre de l'exercice 2012 (payé en juillet 2013).

(en euros, sauf indication contraire)	2013	2012
Dividende total (en millions d'euros)	289 ⁽³⁾	289
Dividende par action	1,00 ⁽¹⁾	1,00
Dividende majoré par action ⁽²⁾	1,10 ⁽¹⁾	1,10

⁽¹⁾ Dividende proposé. Dans la mesure où ce dividende est soumis à l'approbation de l'Assemblée générale, il n'a pas été considéré comme une dette dans les états financiers au 31 mars 2014.

⁽²⁾ Voir la Section 6.2.5 (c) (Statuts - Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions) du Document de Référence 2013 pour plus d'informations sur le dividende majoré.

⁽³⁾ Estimé sur base d'un nombre d'actions donnant droit à dividende de 287 347 462 actions.

(b) Autres éléments du résultat global, nets d'impôts – part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

L'analyse du mouvement de la période des autres éléments du résultat global, nets d'impôts, pour la part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe, est la suivante :

	Au 31 décembre 2013	Variation de la période	Transfert au compte de résultat	Au 31 mars 2014
Actifs financiers disponibles à la vente	7	-	-	7
Valeur brute	17	-	-	17
Impôt différé	(10)	-	-	(10)
Couverture des flux de trésorerie	(20)	(2)	(1)	(23)
Valeur brute	(29)	(2)	(1)	(32)
Impôt différé	9	-	-	9
Gains et pertes actuariels	(872)	(81)	-	(953)
Valeur brute	(1 189)	(109)	-	(1 298)
Impôt différé	317	28	-	345
Total Autres réserves	(885)	(83)	(1)	(969)
Total Ecarts de conversion	(2 288)	(74)	5	(2 357)
Total Autres éléments du résultat global, nets d'impôts	(3 173)	(157)	4	(3 326)

Note 8. Procédures judiciaires et d'arbitrage

Lafarge est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires et arbitrales dans le cadre de l'exercice normal de son activité. Lafarge fait également l'objet de certaines demandes et actions en justice qui dépassent le cadre du cours ordinaire de son activité et dont les plus significatives sont résumées ci-après.

Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation par Lafarge du niveau de risque au cas par cas et dépend notamment de l'appréciation par Lafarge du bien-fondé des demandes, du stade d'avancement des procédures et des arguments de défense de Lafarge, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation du risque.

Concurrence

Allemagne – Ciment : Le 14 avril 2003, l'autorité allemande de la concurrence (le « Bundeskartellamt ») annonçait imposer des amendes aux principales sociétés cimentières allemandes, dont notre filiale Lafarge Zement, au titre de pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Suite aux différentes procédures et décisions intervenues depuis lors, dont le jugement final de la Cour Suprême Fédérale en date du 9 avril 2013, le montant net supporté par notre filiale au titre de ce litige s'est élevé à 18,4 millions d'euros.

Dans l'action civile de groupe introduite depuis 2006 en parallèle des procédures ci-dessus désormais closes, des tiers réclament la réparation de dommages résultant de telles pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Le 17 Décembre 2013, suite à la procédure, la Cour de première instance ("Landgericht" de Düsseldorf) a rejeté les réclamations et également confirmé sa position selon laquelle ces actions seraient prescrites. Les demandeurs ont interjeté appel de cette décision devant la Cour d'appel ("Oberlandesgericht"). L'audience devrait intervenir au cours du quatrième trimestre 2014.

Inde – Ciment : En Inde, une enquête avait été initiée en 2011 à l'encontre des principaux acteurs du marché indien du ciment. Suite à cette enquête, par décision en date du 21 juin 2012, la Commission de la concurrence de l'Inde a condamné les cimentiers pour non-respect des dispositions du « Competition Act, 2002 » relatif aux accords anticoncurrentiels. La Commission a condamné 11 cimentiers, dont notre filiale Lafarge India PVT Ltd. La Commission a également condamné l'association professionnelle indienne des cimentiers. La sanction infligée à Lafarge India PVT Ltd est de 4,8 milliards de roupies (58 millions d'euros⁶), sur un montant total de 60 milliards de roupies (727 millions d'euros²). Lafarge India PVT Ltd conteste vigoureusement le fondement de cette condamnation et a introduit le 31 août 2012 un recours en appel devant le Competition Appeal Tribunal (le « CAT »), ainsi qu'une requête visant à surseoir au paiement de l'amende jusqu'à décision finale du CAT. Par décision en date du 17 mai 2013, après différentes étapes procédurales, le CAT a décidé d'accorder ce sursis provisoire, sous condition du versement d'un dépôt de garantie de 10% du montant de l'amende infligée par la Commission. Lafarge India PVT a déposé la somme correspondante (soit 6,7 millions d'euros) le 24 juin 2013, tout en demandant au Tribunal de rectifier et réduire ce montant suite à une erreur de calcul. Cette requête visant à rectifier le montant du dépôt de garantie sera examinée en même temps que l'appel principal. Les audiences sur le fond de l'affaire sont en cours et la décision finale du CAT pourrait intervenir courant 2014. Aucune provision n'a été constituée.

Etats-Unis – Canada – Plâtre : À compter de décembre 2012, une série d'actions pour pratiques anticoncurrentielles a été initiée contre l'ensemble des acteurs de l'industrie des plaques de plâtre, y compris Lafarge North America Inc., auprès de cours fédérales situées dans plusieurs villes américaines, dont Philadelphie, Chicago et Charlotte. Ces actions ont depuis été regroupées devant le « Eastern District of Pennsylvania » et les demandeurs ont déposé une plainte groupée. En substance, les demandeurs allèguent de pratiques anticoncurrentielles visant à des augmentations de prix dans les années 2012 et 2013. Les demandeurs n'apportent aucune preuve directe d'accords entre les défendeurs, et s'appuient en grande partie sur des éléments circonstanciels présumés. Lafarge North America Inc. estime ces poursuites sans fondement et entend opposer une défense vigoureuse à ces actions. Aucune provision n'a été constituée.

Par la suite, en septembre 2013, deux nouvelles actions de groupe ont été introduites, respectivement au Québec et dans l'Ontario (cette dernière pour le compte de potentiels plaignants au Canada) contre les membres de l'industrie des plaques de plâtre, dont nos filiales Lafarge Canada Inc. et Lafarge North America Inc. Les demandeurs prétendent que les acteurs du secteur se sont concertés pour augmenter les prix entre septembre 2011 et la date de leur requête. Sur la base des éléments disponibles à ce stade sur ces actions récemment ouvertes, nos filiales estiment ces poursuites sans fondement et entendent opposer une défense vigoureuse. Aucune provision n'a été constituée.

Sur le sujet concurrence, il est par ailleurs mentionné deux enquêtes par des autorités de concurrence qui ne constituent pas des procédures judiciaires et pour lesquelles aucune provision n'est constituée :

⁶ Conversion par convention au taux de change de clôture.

Europe – Ciment : En novembre 2008, la Commission européenne a procédé à des inspections sur les sites des principaux cimentiers implantés en Europe, dont Lafarge, sur le fondement de suspicions de pratiques anticoncurrentielles. Par lettre en date du 6 décembre 2010, la Commission a notifié aux parties l'ouverture d'une enquête officielle (sans qu'il s'agisse toutefois d'une notification de griefs), en rappelant qu'à ce stade, elle n'avait pas de preuves concluantes de pratiques anticoncurrentielles. Les infractions présumées qui font l'objet de l'enquête concernent d'éventuelles restrictions de flux commerciaux dans ou à l'entrée de l'Espace Economique Européen, des répartitions de marchés, des coordinations de prix sur les marchés du ciment et les marchés connexes (bétons, granulats). Les pays cités, pour Lafarge, sont au nombre de sept : la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Espagne, la République Tchèque, la Grèce et l'Autriche. Lafarge a répondu aux différentes demandes d'informations de la Commission. Au cours du troisième trimestre 2012, des représentants de la commission européens ont procédé à des investigations chez les associations professionnelles cimentières française, allemande et européenne. Les prochaines étapes de cette enquête ne sont pas connues et aucune conclusion ne peut être tirée à ce stade.

Grande-Bretagne – Ciment : Le 18 janvier 2012, l'« Office of Fair Trading » (« OFT ») a annoncé avoir demandé à la Commission de la Concurrence UK (la « Commission ») de mener une enquête sectorielle approfondie sur le marché des granulats, du ciment et du béton (« Industrie ») en Grande-Bretagne. La Commission a mené cette enquête de marché sur l'approvisionnement des produits visés. Le 21 mai 2013 la Commission a publié un rapport de recherches provisoire (le « Rapport Préliminaire ») alléguant de l'existence d'une combinaison de caractéristiques structurelles et de conduite (« combination of structural and conduct features ») pouvant entraîner des effets sur la concurrence dans le marché du ciment en Grande-Bretagne. Le 25 juin 2013, Lafarge Tarmac (« LT ») a répondu à ce Rapport Préliminaire contestant vigoureusement les conclusions provisoires et les mesures correctives (« remedies ») envisagées. Le 8 octobre 2013, la Commission a publié sa décision provisoire sur les mesures correctives qui prévoit la cession par LT d'une cimenterie, de centrales à béton (si demandé par un acquéreur potentiel) et de deux broyeurs de laitier (les « Mesures de Désinvestissement »), et impose des mesures correctives comportementales relatives notamment à la publication de données sur le marché du ciment et aux lettres de notification de prix. En novembre 2013, LT a répondu à cette décision provisoire sur les mesures correctives. Le 14 janvier 2014, le rapport final de la Commission (le « Rapport final ») a été publié, confirmant les Mesures de Désinvestissement (sinon que LT n'a plus à désinvestir les deux broyeurs de laitier) et les mesures correctives comportementales. En mars 2014, LT a contesté les conclusions de la Commission et formé un recours devant le « Competition Appeal Tribunal » (« CAT »). La décision de la CAT pourrait intervenir au cours du quatrième trimestre 2014.

Autres procédures

États-Unis – Ouragan Katrina : Fin 2005, des actions individuelles et de groupe (class actions) ont été introduites auprès du Tribunal fédéral de l'État de Louisiane (United States District Court for the Eastern District of Louisiana). Dans leurs allégations, les demandeurs considèrent que notre filiale américaine Lafarge North America Inc. (LNA) et/ou d'autres défendeurs, dont le Gouvernement fédéral, sont responsables de décès et de dommages corporels et matériels, y compris environnementaux, subis par des personnes situées en Louisiane, à la Nouvelle Orléans et dans ses environs. Certaines de ces plaintes prétendent que ces dommages résultent d'une barge utilisée contractuellement par LNA qui aurait provoqué la rupture de la digue du « Inner Arbor Navigational Canal » à la Nouvelle Orléans durant ou à la suite de l'ouragan Katrina. Le 21 mai 2009, le Tribunal a rejeté la demande de qualification d'action de groupe (class action).

Le procès concernant un premier groupe de demandeurs a débuté fin juin 2010. Dans une décision en date du 20 janvier 2011, les juges ont tranché en faveur de LNA. Après avoir interjeté appel de cette décision, ces demandeurs ont par la suite décidé de le retirer. Notre filiale a alors déposé une requête visant à obtenir un jugement sommaire (« Motion for Summary Judgment ») à l'encontre de l'ensemble des autres demandeurs par la « Federal Court ». L'audience s'est tenue en octobre 2011, et une décision a été rendue par la « Federal Court » le 20 mars 2012 accordant ce jugement sommaire en faveur de LNA et contre l'ensemble des autres instances introduites devant la « Federal Court ». Les plaignants avaient fait appel de cette décision mais l'ont volontairement retiré par la suite. Le 16 septembre 2011, une nouvelle action a été initiée par le « Parish of Saint Bernard » devant la « State Court » de Louisiane. Notre filiale a demandé le renvoi de cette action devant le même juge de la « Federal Court » saisi des principales actions ; requête à laquelle il a été consenti. LNA a ensuite déposé une requête visant à obtenir un jugement sommaire contre « Parish of Saint Bernard », requête à laquelle il a aussi été consenti. Les plaignants ont fait appel de cette décision le 3 janvier 2013, et par décision en date du 19 décembre 2013, un panel de trois juges de la Cour d'appel a infirmé cette décision et renvoyé l'affaire devant le tribunal de première instance pour un procès devant jury.

Notre filiale Lafarge North America Inc. oppose une défense vigoureuse à cette action en cours. Lafarge North America Inc. estime que ces allégations à son encontre sont sans fondement. Aucune provision n'a été constituée.

Grèce – Heracles : En 1999, la Commission Européenne (CE) a jugé qu'une partie d'une aide d'Etat accordée en 1986 à Héraclès, notre filiale depuis 2001 cotée en Grèce, était illégale et a ordonné à l'Etat grec d'obtenir le remboursement auprès d'Héraclès d'un montant de 7,3 millions d'euros, plus les intérêts. Dans un courrier ultérieur, en 1999, la CE a indiqué un montant calculé sur la base d'un intérêt capitalisé de 18 %. En 2000, Héraclès a restitué le montant global (soit 74 millions d'euros, intégrant les intérêts capitalisés) et déposé un recours devant le tribunal administratif de première instance d'Athènes (« TA »). En 2001, le TA a jugé que, en l'absence de mention d'intérêts capitalisés dans la décision CE, les autorités grecques ne pouvaient pas réclamer un montant intégrant des intérêts capitalisés, et a limité le montant à recouvrer à 25,6 millions d'euros (correspondant à un montant calculé avec des intérêts simples). En 2005, les autorités grecques ont remboursé à Héraclès 44 millions d'euros. Les parties ont fait appel. Plusieurs années plus

tard, après que le jugement du TA ait été confirmé en appel, la Cour Administrative Suprême, en 2012, a renvoyé l'affaire pour nouveau jugement sur le fond concernant le montant de 44 millions d'euros reversé à Héraclès. Suite à une audience du 13 février 2014, Héraclès a eu récemment connaissance que la formation d'appel avait rendu sa décision. Ce jugement annule la décision du TA de 2001, sur le fondement duquel les autorités grecques avaient dû rembourser 44 millions d'euros à Héraclès. Ce nouveau jugement n'a pas encore été officiellement signifié à Héraclès. Héraclès conteste ce jugement, s'en défendra vigoureusement devant la Cour Administrative Suprême et examinera les autres mesures visant à contester l'exécution possible de ce jugement. Aucune provision n'est comptabilisée dans les comptes du Groupe.

À l'occasion d'acquisitions intervenues au cours des dernières années, Lafarge ou ses filiales sont ou pourraient être confrontés à diverses demandes, exigences ou réclamations.

À l'occasion des cessions intervenues au cours des dernières années, Lafarge et ses filiales ont accordé des garanties usuelles, notamment en matière comptable, fiscale, sociale, de qualité produits, de litiges, de concurrence, et d'environnement. Lafarge et ses filiales ont reçu ou pourraient recevoir à l'avenir des demandes de mise en jeu de ces garanties.

Au regard de l'analyse actuelle, il a été globalement conclu qu'il n'y avait pas lieu de comptabiliser à ce jour de provisions importantes à ce titre.

Enfin, certaines filiales du Groupe font l'objet de litiges et de réclamations dans le cours normal de leurs affaires. Le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'effets significatifs sur la situation financière, les résultats ou les flux de trésorerie de la Société et/ou du Groupe. À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres procédures gouvernementales, judiciaires ou d'arbitrage qui pourraient avoir, ou a eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 9. Opérations avec des parties liées

Il n'y a aucune transaction significative sur la période avec des parties liées ni d'évolution quant à la nature des transactions telles que décrites dans la Note 30 des comptes consolidés du Document de Référence 2013.

Note 10. Événements postérieurs à la clôture et autre information

Le 7 avril 2014, Lafarge et Holcim ont annoncé un projet visant à rapprocher les deux sociétés dans le cadre d'une fusion entre égaux pour créer LafargeHolcim, un groupe à l'avant-garde de l'industrie des matériaux de construction. Ce projet a été approuvé par les Conseils d'administration respectifs.

LafargeHolcim serait coté sur Euronext Paris et sur le SIX à Zurich et serait domicilié en Suisse. Cette proposition de fusion serait structurée comme une offre publique d'échange initiée par Holcim sur les actions de Lafarge. Des informations complémentaires sont disponibles sur le site internet <http://lafargeholcim.projet-fusion.com/fr>.

Le rapprochement proposé est entre autres conditionné à la signature de la documentation définitive, à l'approbation des actionnaires de Holcim et à l'obtention des différentes autorisations notamment réglementaires.

Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés intermédiaires condensés

Monsieur le Président-Directeur général,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Lafarge et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des comptes consolidés intermédiaires condensés de celle-ci, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2014, tels que joints au présent rapport.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes consolidés intermédiaires condensés, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adoptée dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2 « Nouvelles normes et interprétations IFRS » des notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires condensés qui expose les effets de l'application au 1^{er} janvier 2014 de la norme IFRS 11 – Partenariats.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 5 mai 2014

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

Arnaud de Planta

Frédéric Gourd

Alain Perroux

Nicolas Macé